

Le Parti du centre devrait remporter les prochaines élections législatives en Finlande

Corinne Deloy

Analyse

Résumé :

Un mois et demi après leurs voisins estoniens, 4,5 millions de Finlandais vont renouveler les 200 membres du Parlement (Eduskunta/Riksdag, la Finlande étant un pays bilingue) le 19 avril prochain. Le vote par anticipation aura lieu du 8 au 14 avril.

Les analystes s'attendent à un retour au pouvoir du Parti du centre (KESK) emmené par Juha Sipilä, qui pourrait former une coalition gouvernementale avec le Parti social-démocrate (SPD) du ministre des Finances sortant Antti Rinne. 30 députés ne se représentent pas aux suffrages des électeurs et, selon les sondages, 20 autres pourraient perdre leur siège. Le Parti du centre caracole en tête avec 24,9% des intentions de vote dans la dernière enquête réalisée par l'institut d'opinion Taloustutkimus pour la chaîne de télévision *Yle Uutiset*. Il est suivi par le Parti social-démocrate, qui recueillerait 16,8% des voix, et le Rassemblement conservateur (KOK) du Premier ministre Alexander Stubb, qui obtiendrait 16,2% des suffrages, ce qui serait son résultat le plus faible depuis 1966. Les Vrais Finlandais (PS) sont en hausse et remporteraient 15,4% des voix ; l'Alliance des gauches (VAS) et les Verts (VIHR), 8,8% chacun et le Parti du peuple suédois (SFP), 4% des suffrages.

Jussi Westinen, chercheur de l'Institut de recherche en sciences sociales de l'université Abo Akademi, voit dans la situation politique finlandaise des similitudes avec celle de 1991 lorsque le Premier ministre Harri Holkeri (KOK) se voyait reprocher son arrogance. Cette année-là, le Parti du centre conduit par Esko Abo (24,8%) avait devancé le Rassemblement conservateur (19,3%) et le Parti

social-démocrate (22,1%). Beaucoup en effet reprochent au Premier ministre Alexander Stubb, au mieux son indifférence, au pire son arrogance.

La coalition gouvernementale qui s'est formée à l'issue des précédentes élections législatives du 17 avril 2011 sous l'égide de Jyrki Katainen (KOK) comptait 6 partis : le Rassemblement conservateur, le Parti social-démocrate, l'Alliance des gauches, les Verts, le Parti du peuple suédois et le Parti chrétien-démocrate (SKL).

Le nombre important de partis a certainement ralenti la prise de décision et par conséquent la capacité d'action du gouvernement au cours de la législature. Les dirigeants politiques sont unanimes à souhaiter que les élections législatives du 19 avril ne débouchent pas sur une coalition aussi large.

En mars 2014, l'Alliance des gauches a choisi de quitter le gouvernement pour protester contre les coupes budgétaires dans les dépenses sociales. Les Verts l'ont suivie en septembre en raison de leur désaccord avec la décision de construire une nouvelle centrale nucléaire (Fennovoima) en collaboration avec l'Agence de l'énergie atomique russe.

En avril 2014, le Premier ministre Jyrki Katainen a annoncé qu'il n'était pas candidat à un nouveau mandat à la tête du Rassemblement conservateur.

Il a été remplacé par le ministre des Affaires européennes et du Commerce extérieur Alexander Stubb, qui a pris la tête du gouvernement le 23 juin après avoir été désigné à la tête de son parti par 500 voix pour 349 à la ministre de la Santé et des Affaires sociales Paula Risikko. Alexander Stubb est un libéral et un partisan de l'adhésion de la Finlande à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Le départ de l'Alliance des gauches et des écologistes a rendu le gouvernement, qui ne dispose plus que d'un siège de majorité au Parlement, très dépendant du Parti chrétien-démocrate.

GOVERNEMENT SORTANT : UN BILAN TRÈS CONTRASTÉ

Si le Rassemblement conservateur finit par s'incliner dans les urnes, l'explication résidera en grande partie dans la volonté des électeurs de sanctionner le parti du Premier ministre sortant pour son incapacité à gérer la crise économique. « *Notre nation a besoin de deux choses: d'une stabilité politique et d'une prévisibilité de la politique économique* » a affirmé le Premier ministre lors de son arrivée à la tête du gouvernement en juin dernier. Il a signé un accord de coalition avec le Parti social-démocrate, les Verts, le Parti populaire suédois et le Parti chrétien-démocrate, intitulé *Relever la Finlande : croissance et emploi*, qui prévoyait une croissance de 1,1 milliard €, 410 millions de baisses d'impôts, des investissements dans les infrastructures urbaines, des créations d'emplois, un accroissement du pouvoir d'achat et une réduction de la dette publique à partir de 2018. « *Nous avons vécu au-dessus de nos moyens et notre dette a doublé, passant de 50 à 100 millions €* » a déclaré Alexander Stubb, qui a ajouté : « *Nous avons bâti notre Etat-providence sur l'espoir d'atteindre chaque année une croissance de 3%* ». Au 3^e trimestre de 2014, le PIB de la Finlande a cru de 0,2% après une hausse de 0,4% au trimestre précédent. L'économie finlandaise en récession devrait de nouveau enregistrer pour 2014 une croissance négative pour la 3^e année consécutive (- 1,1% en 2012 ; - 1,38% en 2013).

En octobre dernier, l'agence de notation Standard and Poor's a abaissé la note d'Helsinki et la Finlande a perdu son triple A (AA +). L'agence a pointé la vulnérabilité du pays par rapport à la Russie : le commerce avec Moscou représente un dixième du total des exportations finlandaises et 4% du PIB du pays. Les difficultés rencontrées par les principaux secteurs exportateurs, alliées à la faiblesse de la consommation privée, pèsent sur la croissance.

Le pays a souffert de nombreux chocs ces dernières années : écroulement de l'empire Nokia, qui, de 1998 à 2011, a été le premier constructeur de téléphones mobiles au monde, conjugué à un fort recul de la demande pour l'industrie papetière, la Finlande étant leader dans ce domaine en Europe, en raison de la baisse des publications papier notamment à cause de la concurrence numérique.

La dette, inférieure à 50% du PIB à l'arrivée de Jyrki Katainen au pouvoir en 2011 (48,5% précisément), flirte désormais avec la barre de 60% (58,9% en 2014), seuil à ne pas dépasser pour le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne. Les taxes ont, en moyenne, augmenté de 3 points ces 4 dernières années, l'Etat ayant tenté d'éviter au maximum les coupes budgétaires. Enfin, le taux de chômage est en progression : à 8,9% en octobre 2014, soit un record depuis l'arrivée au pouvoir du Rassemblement conservateur et du Parti social-démocrate.

La chose est suffisamment rare pour être notée : en août 2014, le président de la République Sauli Niinistö (KOK), dépourvu de pouvoir sur les affaires intérieures du pays, a parlé de problèmes internes à la Finlande et demandé au Premier ministre d'avoir le courage de mettre en place les réformes. Le gouvernement a pris plusieurs mesures pour tenter d'améliorer la situation socioéconomique. Le taux d'impôt sur les sociétés a été baissé de 24,5% à 20% pour encourager les investissements directs étrangers. Une nouvelle réforme a fait passer l'âge de la retraite de 63 à 65 ans ; les personnes nées en 1962 seront les premières à se voir appliquer la réforme (elle le sera progressivement pour celles nées entre 1955 et 1961). Après celle du Japon, la population finlandaise est celle qui vieillit le plus rapidement du monde.

Membre de la coalition gouvernementale, le Parti social-démocrate mène une campagne difficile dans laquelle il cherche à se détacher du KOK avec lequel il est allié depuis 4 années. Son programme prévoit des baisses d'impôts pour les personnes les plus défavorisées et celles appartenant à la classe moyenne. Selon son dirigeant, le ministre des Finances sortant Antti Rinne, l'économie ne pourra croître sans une hausse de la demande intérieure ; une diminution des taxes permettra de distribuer un supplément d'argent à ceux qui, selon lui, sont les plus à même de le dépenser. Les sociaux-démocrates ont fait leur l'objectif, mis en avant par la Confédération finlandaise des salariés (STTK), de créer de 150 000 à 200 000 emplois avant la fin de la décennie.

Le Premier ministre sortant Alexander Stubb a indiqué qu'il n'excluait pas de gouverner de nouveau avec le Parti social-démocrate même si les deux partis gouvernementaux possèdent des opinions divergentes en matière économique.

Au début du mois de mars, le chef du gouvernement a rappelé que son pays ne devait pas exclure la possibilité de rejoindre l'OTAN dans les 4 années à venir. « *J'ai toujours été un partisan de l'appartenance de la Finlande à l'OTAN. Même si le moment actuel n'est pas le bon pour rejoindre l'Alliance, il est important de ne pas exclure cette possibilité* » a souligné Alexander Stubb. Cette opinion a été relayée par le président Sauli Niinistö, qui a indiqué que cette option devrait toutefois obligatoirement être validée par référendum. Selon une enquête publiée à la fin du mois de février dans le quotidien *Helsingin Sanomat*, un quart des Finlandais (27%) sont favorables à ce que leur pays rejoigne l'OTAN, plus de la moitié (57%) y sont opposés.

La politique de Vladimir Poutine et la guerre en Ukraine ont relancé le débat sur l'alliance militaire. La Finlande partage une frontière de 1 300 km avec la Russie. Fin février, 6 Finlandais sur 10 (61%) considéraient que la menace russe sur leur pays s'était accrue. Helsinki et Stockholm ont récemment décidé d'étendre leur coopération militaire.

PARTI DU CENTRE : LA VICTOIRE ANNONCÉE

Principal parti d'opposition, le Parti du centre est dirigé par l'entrepreneur Juha Sipilä, relativement novice en politique et entré au parlement à l'issue des élections législatives du 17 avril 2011, au moment où le parti centriste était au plus mal. Il en a pris la tête l'année suivante. Juha Sipilä veut diriger la Finlande comme une entreprise ; il pense pouvoir gouverner le pays comme il manage ses équipes de collaborateurs au sein des sociétés qu'il dirige et prévoit pour cela d'appliquer les règles et les stratégies qui lui ont réussi dans ses entreprises. « *La chose essentielle est de se mettre d'accord sur 5 objectifs mais d'avoir une seule vision. C'est de cette façon que je dirige habituellement mes sociétés* » répète-t-il. « *Je ne suis pas bon dans les jeux politiques mais au moment où les gens pensent que nous souffrons d'un manque de leadership, je peux faire bénéficier le pays de ma façon pragmatique de résoudre les problèmes* » a-t-il déclaré au quotidien britannique *The Financial Times* à la mi-février.

Le dirigeant centriste a présenté le 28 janvier son programme économique. Il a indiqué qu'il privilégierait les coupes budgétaires aux augmentations d'impôts. Il a également affirmé qu'il réduirait la croissance de la dette d'ici à 2017. Le Parti du centre promet de créer 200 000 nouveaux emplois dans les 10 années à venir, s'engage à ce que la Finlande retrouve une croissance d'au moins 2% et à faire diminuer, voire disparaître, la dette. Pour ce faire, il prévoit de ne pas augmenter les dépenses publiques ; une diminution de l'allocation chômage est envisagée. Il veut réduire le nombre de ministres : le gouvernement finlandais comprend 13 ministères (et, au maximum, 18 ministres). L'avance du Parti du centre dans les enquêtes d'opinion tient cependant plus au mécontentement des électeurs (plus de la moitié d'entre eux veulent sanctionner le KOK du Premier ministre sortant Alexander Stubb) et à leur désir de changement qu'à un véritable engouement des Finlandais pour les propositions centristes. « *Les questions économiques seront au cœur des élections législatives. La*

situation et les perspectives économiques du pays sont si inquiétantes que le Parti du centre gagne des électeurs en ne faisant pratiquement rien » a déclaré Juhana Aunesluoma, directeur du réseau pour les études européennes de l'université d'Helsinki.

OUÛ EN SONT LES VRAIS FINLANDAIS ?

Les Vrais Finlandais, qui avaient obtenu 19,1% des suffrages et 39 sièges au parlement et étaient devenus le 3e parti de Finlande lors des élections du 17 avril 2011, ont ensuite fait le choix de rester dans l'opposition. Le parti est en recul depuis ce scrutin.

Si les électeurs des partis plus traditionnels – plus anciens – se montrent souvent relativement certains de leurs choix, les partis populistes rencontrent la plupart du temps des difficultés à fidéliser leur électorat. De nombreuses personnes ayant voté pour les Vrais Finlandais 4 ans auparavant sont allées (ou retournées) vers le Parti du centre ou encore, de façon moindre, vers le Parti social-démocrate.

« *Le gouvernement d'Alexander Stubb est la continuation de la coalition arc-en-ciel formée par Jyrki Katainen. Ses résultats sont pauvres. Le Rassemblement conservateur et l'Alliance des gauches ne peuvent pas être dans le même gouvernement* » a indiqué Timo Soini, qui affirme qu'un gouvernement doit être bâti « *sur des enjeux et une seule idéologie* ».

En s'installant dans une critique systématique mais sans jamais proposer de politique alternative crédible, Timo Soini a échoué à capitaliser sur la faiblesse du gouvernement. Il se positionne toujours comme le défenseur des plus défavorisés qu'il souhaite préserver des politiques d'austérité.

Les Vrais Finlandais ont toujours défendu les chômeurs, les ouvriers, les laissés pour compte, les mères célibataires ou les petits entrepreneurs. Ils prônent un Etat-providence fort, seul capable selon eux d'assurer la sécurité économique des citoyens les plus faibles. Leur ancêtre, le Parti rural de Veikko Vennamo (appelé le Parti des oubliés), était déjà qualifié de « parti ouvrier de gauche non socialiste » en raison de son programme économique de gauche

et de sa politique sociale d'extrême droite. Au parlement, les Vrais Finlandais siègent d'ailleurs au centre, entre les Verts et le Parti du centre.

Le parti est indéniablement populiste : critique des élites considérées comme incompetentes, corrompues et sourdes aux problèmes du peuple ; remise en cause de la représentation comme des corps intermédiaires et exaltation du peuple ; valorisation de la dimension nationale et hostilité à l'égard de l'Union européenne et de la mondialisation ; volonté de restreindre (ou de stopper) l'immigration en provenance des pays pauvres et refus d'une société multiethnique dénoncée comme la cause de tous les dysfonctionnements sociaux. Les Vrais Finlandais ont prospéré sur les scandales de financement des partis politiques, la dénonciation de la politique européenne du gouvernement (notamment en ce qui concerne l'aide accordée à la Grèce) et la question de l'immigration qu'ils dénoncent comme une menace pesant à la fois sur l'identité et sur la prospérité du pays d'accueil. Il propose de réserver la protection sociale aux seuls nationaux et demande une diminution des aides sociales accordées aux étrangers.

La Finlande a longtemps été un pays très homogène, accueillant des immigrés essentiellement issus des pays voisins (Suède, Estonie). Elle reste le pays qui accueille la proportion d'immigrés la plus faible parmi l'ensemble des Etats européens. Les Vrais Finlandais disent cependant souhaiter que la Finlande reste un pays ouvert et déplorent qu'elle accueille si peu de personnes étrangères. « *La Finlande est un pays où il est agréable de travailler, de se former et de vivre, c'est un pays sûr. Je suis surpris que si peu d'immigrants soient intéressés par le fait d'y venir* » a déclaré Timo Soini.

Les Vrais Finlandais souhaitent se voir attribuer 6 ministères. Ils se disent prêts à s'allier avec le Parti du centre. Le concept de cordon sanitaire (alliance des partis de gouvernement dans le but d'empêcher un parti extrémiste ou populiste d'arriver au pouvoir) n'existe pas en Finlande. Le Parti rural (SMP), dont sont issus les Vrais Finlandais, a d'ailleurs participé aux gouvernements finlandais entre 1983 et 1990.

Le dirigeant populiste se dit favorable à l'Europe « *mais l'Union doit renouer avec ses racines – une union commerciale permettant une plus grande coopération entre les nations – et cesser de vouloir devenir un super pouvoir* ». Les Vrais Finlandais n'appellent plus à l'abandon de l'euro. « *Cela ne peut se faire sans l'accord de la majorité des Finlandais comme du parlement. Aujourd'hui, ce n'est pas d'actualité, la question est donc purement académique* » a souligné Timo Soini.

Lors des élections européennes du 25 mai dernier, le KOK est arrivé en tête avec 22,6% des suffrages (3 sièges), suivi par le KESK, qui a obtenu 19,7% des voix (3 députés). Les Vrais Finlandais ont pris la 3e place du scrutin avec 12,9% des suffrages (2 sièges) devant le Parti social-démocrate (12,3% des voix et 2 députés). Moins de quatre Finlandais sur dix (39,10%) se sont rendus aux urnes.

LE SYSTÈME POLITIQUE FINLANDAIS

L'Eduskunta/Riksdag compte 200 députés élus tous les 4 ans au sein de 12 circonscriptions désignant entre 6 et 35 représentants selon leur population (à l'exception des îles Åland qui n'élisent qu'un seul représentant) : lors de chaque scrutin, le nombre de citoyens de chaque circonscription est divisé par la population totale du pays, le résultat obtenu étant ensuite multiplié par 199 afin d'obtenir le nombre de sièges à pourvoir par circonscription. En 2013, la circonscription de Savonie du Nord et celle de Carélie du Nord ont été fusionnées et sont devenues Savonie-Carélie ; celles de Kymi et de Savonie du Sud ont formé la Finlande du Sud-Est.

Les élections législatives se déroulent au scrutin proportionnel selon la méthode d'Hondt (au scrutin uninominal à un tour dans les îles Åland). Les électeurs votent à la fois pour un parti et pour un candidat. Particularité : il n'existe pas de seuil électoral à atteindre pour entrer au Parlement. Un tel seuil aurait en effet rendu difficile la représentation de la minorité suédophone du pays, voire priver le Parti du peuple suédois de tout député.

Les candidats aux élections législatives sont désignés par des partis politiques ou par des associations

d'électeurs. Pour participer au scrutin, un parti doit recueillir au minimum 5 000 signatures de citoyens afin d'être enregistré auprès du ministère de l'Intérieur. Les associations d'électeurs souhaitant concourir doivent compter un minimum de 100 membres. Dans les cas où le nombre de candidats désignés par les sections locales d'un parti politique dépasse le nombre de candidats que celle-ci est autorisée à présenter, la loi électorale lui impose d'organiser des primaires.

Enfin, l'Eduskunta/Riksdag compte 85 femmes, soit 42,5% du total des députés. En matière de féminisation du Parlement, le pays se situe au deuxième rang européen derrière la Suède 44,7%.

8 partis politiques sont actuellement représentés à l'Eduskunta/Riksdag :

- le Rassemblement conservateur (KOK), parti fondé en 1918, positionné à droite et qui a participé à toutes les coalitions gouvernementales depuis 1990. Dirigé par le Premier ministre sortant Alexander Stubb, il compte 44 députés ;
- le Parti social-démocrate (SPD), créé en 1899 sous le nom de Parti ouvrier de Finlande et conduit par le ministre des Finances sortant Antti Rinne, possède 42 sièges ;
- les Vrais Finlandais (PS), parti populiste, nationaliste et eurosceptique, né en 1995 et issu du Parti rural (SMP) créé en 1959. Dirigé par Timo Soini, il compte 39 députés ;
- le Parti du centre (KESK), successeur du Parti agrarien fondé en 1906 et situé à droite sur l'échiquier politique, dirigé par Juha Sipilä, a participé à près de la moitié des gouvernements finlandais (34 sur 69) et possède 35 sièges ;
- l'Alliance des gauches (VAS), parti situé à l'extrême gauche fondé en 1990, issu de la Ligue démocratique du peuple (SKDL), de la Ligue démocratique des femmes (SNDL) et du Parti communiste (SKP). Emmenée par Paavo Arhinmäki, elle compte 14 députés ;
- les Verts (VIHR), créé en 1987 et premier parti écologiste européen à obtenir un ministère (en 1995). Dirigés par Ville Niinistö, ils possèdent 10 sièges ;
- le Parti du peuple suédois (SFP), parti libéral créé

en 1906, représentant les intérêts de la minorité suédoise et conduit par le ministre de la Défense sortant Carl Haglund, compte 9 députés ;

– le Parti chrétien-démocrate (SKL), fondé en 1958 et dirigé par la ministre de l'Intérieur sortante Päivi Räsänen, possède 6 sièges.

Entre 1981 et 2011, 3 partis d'importance quasi équivalente se sont partagés de façon stable les 2/3 des suffrages aux élections législatives en Finlande.

Cette situation a pris fin lors du scrutin du 17 avril 2011 où les Vrais Finlandais ont recueilli un nombre de voix quasiment similaire à celui obtenu par le Parti social-démocrate.

Le président de la République est désigné au suffrage universel direct tous les 6 ans. Sauli Niinistö (KOK) a été élu le 5 février 2012 avec 62,6% des suffrages, s'imposant face à Pekka Haavisto (Verts, VIHR) qui a recueilli 37,4% des voix.

Rappel des résultats des élections législatives du 17 avril 2011 en Finlande

Participation : 67,40%

Partis politiques	Nombre de suffrages obtenus	Pourcentage des voix recueillies	Nombre de sièges
Rassemblement conservateur (KOK)	599 138	20,40	44
Parti social-démocrate (SPD)	561 558	19,10	42
Vrais Finlandais (PS)	560 075	19,10	39
Parti du centre (KESK)	463 266	15,80	35
Alliance des gauches (VAS)	239 039	8,10	14
Verts (VIHR)	213 172	7,30	10
Parti du peuple suédois (SFP)	125 785	4,30	9
Parti chrétien-démocrate (SKL)	118 453	4	6
Coalition des îles Åland	8 546	0,30	1
Autres	59 085	1,60	0

Le Parti du centre emmené par Juha Sipilä remporte les élections législatives en Finlande

Corinne Deloy

Résultats

Le Parti du centre (KESK) dirigé par Juha Sipilä, est arrivé en tête des élections législatives organisées le 19 avril en Finlande en recueillant 21,1% des suffrages et remportant 49 des 200 sièges de l'Eduskunta/Riksdag, nom finnois et suédois du parlement soit + 14 par rapport au précédent scrutin législatif du 17 avril 2011.

Les Vrais Finlandais (PS), parti populiste emmené par Timo Soini, ont obtenu la deuxième place avec 38 sièges (-1) (17,6% des voix). Ils sont suivis par le Rassemblement conservateur (KOK) dirigé par le Premier ministre sortant Alexander Stubb,

qui a recueilli 18,2% des suffrages et 37 députés (-7). Le Parti social-démocrate (SPD), membre du gouvernement sortant et conduit par le ministre des Finances sortant Antti Rinne, a pris la 4e place avec 16,5% des voix et 34 sièges (-8).

Les Verts (VIHR) de Ville Niinistö ont réalisé une percée en obtenant 8,5% des suffrages et 15 députés (+5). L'Alliance des gauches (VAS), parti d'extrême gauche de Paavo Arhinmäki, a recueilli 7,1% des voix et 12 élus (-2). Enfin, le Parti du peuple suédois (SFP), représentant les intérêts de la minorité suédoise et dirigé par le ministre de la Défense sortant Carl Haglund, a obtenu 4,9% des suffrages (9 sièges) et le Parti chrétien-démocrate (SKL), dirigé par la ministre de l'Intérieur sortant Päivi Räsänen, 3,5% des voix (5 députés, -1).

La participation s'est élevée à 70,1%, soit + 2,7 points par rapport au scrutin de 2011. Un tiers des votants (32,3%) avaient voté par anticipation. Ces élections ont donc vu la victoire de l'opposition : le Parti du centre et les Vrais Finlandais ont largement devancé les partis du gouvernement sortant. Le Rassemblement conservateur a été sanctionné dans les urnes pour son incapacité à gérer la crise économique qui affecte le pays. De même, la victoire du Parti du centre tient sans doute plus au mécontentement des électeurs et à leur désir de changement qu'à un véritable engouement des Finlandais pour les propositions centristes. Les questions socioéconomiques ont figuré au cœur de la campagne. De nombreux plans sociaux ont été annoncés au cours des dernières

semaines même si le projet de rachat d'Alcatel-Lucent par Nokia a réjoui les Finlandais, avant de les inquiéter : cette opération fait effectivement craindre de possibles suppressions de postes. Le pays a souffert de deux chocs importants au cours des dernières années : l'écroulement de l'empire Nokia, premier constructeur de téléphones mobiles au monde entre 1998 et 2011 (la compagnie a revendu ses portables à Microsoft en 2013), qui a entraîné une baisse de 4,5% du PIB du pays, et le fort recul de la demande de l'industrie papetière (la Finlande est leader dans ce domaine en Europe) en raison de la chute des publications papiers. Cette baisse a fait reculer le PIB de 1%. En outre, ces deux industries étant de grandes exportatrices, les ventes finlandaises à l'étranger ont chuté de 25% depuis 2008.

En octobre, l'agence de notation Standard and Poor's a abaissé la note du pays qui a perdu son triple A et est désormais AA+. L'agence a pointé la vulnérabilité de la Finlande par rapport à la Russie: le commerce avec Moscou représente un dixième du total des exportations finlandaises et 4% du PIB de la République nordique. La crise du rouble a entraîné une baisse de 13% du tourisme russe et de 14% des exportations de la Finlande vers Moscou.

Résultats des élections législatives du 19 avril 2015 en Finlande

Participation : 70,1%

Partis politiques	Nombre de suffrages obtenus	Pourcentage des voix recueillies	Nombre de sièges
Parti du centre (KESK)	625 687	21,10	49
Vrais Finlandais (PS)	523 045	17,60	38
Rassemblement conservateur (KOK)	539 615	18,20	37
Parti social-démocrate (SPD)	489 705	16,50	34
Verts (VIHR)	252 872	8,50	15
Alliance des gauches (VAS)	211 615	7,10	12
Parti du peuple suédois (SFP)	144 520	4,90	9
Parti chrétien-démocrate (SKL)	105 022	3,50	5
Autres	73 313	2,60	1

Source : http://tulospalvelu.vaalit.fi/E-2015/en/tulos_kokomaa.html

La dette nationale, inférieure à 50% du PIB à l'arrivée de Jyrki Katainen (KOK) au pouvoir en 2011 (48,5% précisément) atteint presque la barre de 60% (58,9% en 2014), seuil que le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne interdit de dépasser. Les impôts ont, en moyenne, augmenté de 3 points au cours des 4 dernières années, l'Etat ayant tenté d'éviter au maximum les coupes budgétaires. Enfin, le taux de chômage est en progression : il s'établissait à 8% en janvier 2015, soit son plus haut niveau depuis l'arrivée au pouvoir du Rassemblement conservateur et du Parti social-démocrate.

Juha Sipilä a indiqué qu'il privilégierait les coupes budgétaires aux augmentations d'impôts (les taxes représentent 46% du PIB), promis de réduire les dépenses de l'Etat (qui s'élèvent à 58% du PIB) et la croissance de la dette d'ici à 2017. Le dirigeant centriste a annoncé la création de 200 000 emplois dans les dix années à venir (la Finlande a perdu 100 000 emplois depuis 2008). Il veut gouverner la Finlande comme il manage ses équipes de collaborateurs au sein des sociétés qu'il dirige et prévoit pour cela d'appliquer les règles et les stratégies qui lui ont réussi dans ses entreprises. « *Je ne suis pas bon dans les jeux politiques mais en ce moment où les gens pensent que nous souffrons d'un manque de leadership, je peux faire bénéficier le pays de ma façon pragmatique de résoudre les problèmes* » a-t-il déclaré au quotidien britannique The Financial Times à la mi-février dernier.

Agé de 54 ans et originaire de Veteli, Juha Sipilä est diplômé en ingénierie de l'université d'Oulu. Il a commencé sa carrière comme manager au sein de l'entreprise Lauri Kuokkanen Ltd., puis chez Solitra Oy, fabricant de composants pour les réseaux GSM, dont il est devenu directeur général avant de racheter l'entreprise en 1994 et de la revendre pour 12 millions € deux ans plus tard à la société américaine ADC Telecommunications. Juha Sipilä s'intéresse ensuite à la finance et aux bioénergies. En 1998, il crée sa propre entreprise, Fortel Invest Oy.

Elu député pour la première fois lors des précédentes

élections du 17 avril 2011 sous l'étiquette centriste, il prend la tête du parti l'année suivante en battant Tuomo Puumala par 1 251 suffrages pour 872 voix à son adversaire.

Juha Sipilä n'a, pour l'heure, pas donné d'indication sur les partis avec lesquels il entendait former son gouvernement. « *Nous avons besoin avant tout d'obtenir la confiance et ensuite, nous parlerons du programme gouvernemental* » a-t-il déclaré. Il avait cependant laissé entendre au cours de la campagne électorale qu'il ne souhaitait collaborer qu'avec un seul des deux principaux partis du gouvernement sortant, le Rassemblement conservateur et le Parti social-démocrate. « *Les électeurs ont envoyé un message clair pour dire qu'un changement est nécessaire en Finlande* » a-t-il souligné.

Les Vrais Finlandais devraient selon toute vraisemblance rejoindre le gouvernement. Le concept de cordon sanitaire (alliance des partis de gouvernement dans le but d'empêcher un parti extrémiste ou populiste d'arriver au pouvoir) n'existe pas en Finlande. Le Parti rural (SMP), dont sont issus les Vrais Finlandais, a d'ailleurs participé aux gouvernements finlandais entre 1983 et 1990. Leur dirigeant Timo Soini a travaillé durant toute la campagne à se construire une image de ministrable. Sa deuxième place lui offre la possibilité d'obtenir le poste de ministre des Affaires étrangères dont il rêve. En outre, on signalera que le parti arrivant en deuxième position obtient traditionnellement le portefeuille des Finances..

La future coalition gouvernementale aura la lourde tâche de faire sortir le pays de la crise socioéconomique (récession, consommation privée atone, réformes repoussées) qu'il traverse depuis plus de 3 ans. « *La Finlande risque d'être la prochaine Grèce si des mesures urgentes ne sont pas prises pour réduire les dépenses publiques et la dette* » a déclaré Juha Sipilä durant la campagne. Le dirigeant centriste sait qu'il peut compter sur l'attachement de ses compatriotes à la discipline budgétaire. L'ensemble des partis politiques considèrent que la fiscalité, déjà très lourde, ne peut être augmentée et sont d'accord pour réduire

les dépenses de l'Etat et le coût du travail. La différence porte sur l'ampleur des efforts à mettre en place.

Enfin, le recul des sociaux-démocrates et l'éventuelle entrée des Vrais Finlandais au gouvernement devrait contribuer à durcir la position d'Helsinki en Europe, notamment face à la Grèce.

09

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.